

Harold Crookell et Billy Rix, qui ont tous apporté une contribution substantielle pendant leur mandat de trois ans. MM. Crookell et Rix étaient également membres du Comité d'examen des services de promotion des exportations, dont les travaux ont abouti à la création de la Commission pour l'expansion du commerce extérieur.

Dans le rapport de l'an dernier, je soulignais que la gestion du portefeuille du commerce, qui a connu cinq titulaires en cinq ans, était un exercice difficile pour les ministres. La tradition se poursuit avec le départ de MM. Regan et Fox et la nomination de M. Kelleher. Cette succession de titulaires offre l'avantage de confier d'autres portefeuilles à des ministres qui comprennent l'importance du commerce pour le Canada et connaissent, dans une certaine mesure, les complexités de la situation. Néanmoins, il y a à cela des inconvénients et tout compte fait il serait, préférable à mon avis que le titulaire reste en fonction plus longtemps.

L'économie mondiale se remet actuellement de la terrible récession dont tous les pays ont été victimes, mais de graves difficultés économiques et financières subsistent. De nombreux pays en développement sont lourdement endettés et, partant, arrivent difficilement à acheter à l'étranger à cause du loyer élevé de l'argent. La valeur du dollar canadien a chuté par rapport à celle du dollar américain, mais elle a augmenté comparativement à celle de la plupart des autres devises, diminuant ainsi la compétitivité des exportations canadiennes sur les marchés mondiaux. Les exportateurs canadiens se heurtent à une concurrence plus vive de la part des fournisseurs étrangers dont les coûts sont, toute proportion gardée, actuellement moins élevés et qui peuvent bénéficier d'une aide gouvernementale considérable sous une forme ou une autre. Devant cette situation, nous devons multiplier nos efforts. Le taux d'accroissement de nos exportations au cours des dix-huit derniers mois est encourageant, compte tenu de ces difficultés, mais il reste encore beaucoup à faire pour affermir notre position. Les intervenants des secteurs privé et public doivent faire leur part si nous voulons continuer de relever notre niveau de vie en exportant davantage. Les membres de la Commission pour l'expansion du commerce extérieur sont déterminés à poursuivre cet objectif.

